

les plus essentiels dont une nation peut bénéficier pour améliorer le niveau culturel de ses citoyens.

Le Québec gardera toujours jalousement ses droits dans ce domaine et c'est pour cette raison que je reconnais qu'il s'agit d'une bonne chose pour l'ensemble des autres provinces. Comme à l'accoutumée, on est bien d'accord là-dessus, puisqu'il n'existe pas de problèmes spéciaux pour l'ensemble des autres provinces en général. Mais quant au Québec, si le gouvernement fédéral accuse un surplus d'argent pour pouvoir s'occuper de ce domaine, qu'on le remette donc au Québec, afin qu'il s'organise, comme bon lui semble, dans les domaines de la culture et de l'éducation.

LE COMMERCE

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'AIDE DE TRANSITION

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je ferai ma déclaration demain, monsieur l'Orateur, mais, aujourd'hui, puis-je déposer, en français et en anglais, le rapport des activités de la Commission d'aide de transition, «*Adjustment Assistance Board*»?

[Traduction]

M. l'Orateur: La Chambre consent-elle à ce que le ministre dépose les documents dont il a parlé?

Des voix: D'accord.

L'AGRICULTURE

LES PRÊTS AUX AMÉLIORATIONS AGRICOLES — LE TAUX D'INTÉRÊT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais adresser une question au ministre de l'Agriculture. A propos de la loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et puisqu'il importe, selon le gouvernement, de mettre en vigueur toute mesure législative touchant le crédit agricole, quand le ministre sera-t-il prêt à annoncer la fixation d'un taux d'intérêt, ou la formule conçue à cette fin, à l'égard des prêts destinés aux améliorations agricoles, étant donné que ce projet de loi a été adopté à la Chambre il y a environ deux semaines?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je pourrais peut-être répondre à cette question. Le ministre de l'Agriculture avait expliqué à la Chambre les

[M. Matte.]

fondements de nos entretiens avec les banques sur le taux d'intérêt. Les entretiens se poursuivent et nous espérons annoncer le taux d'intérêt immédiatement après la sanction royale.

M. J. H. Horner (Crowfoot): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pourquoi le retard de cette mesure, étant donné qu'elle a déjà été adoptée par la Chambre? Pourquoi n'est-elle pas en vigueur? Ce programme est en veilleuse depuis le 30 juin et le ministre de l'Agriculture a même expliqué à la Chambre que le texte de la mesure était prêt en février dernier.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, il est vrai que la mesure était prête depuis longtemps. Elle a franchi toutes les étapes prévues ici. Je pense, sans en être toutefois certain, que son étude est terminée à l'autre endroit et qu'elle recevra bientôt la sanction royale. Dans l'interval, comme nous l'a expliqué le ministre de l'Agriculture, nous nous entretenons avec les banques pour déterminer le taux d'intérêt qui sera promulgué, j'espère, dès la sanction royale.

L'hon. M. Stanfield: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. L'exposé budgétaire étant maintenant chose faite, le ministre des Finances pourra-t-il s'occuper de cette question et annoncer à la Chambre et au pays le taux d'intérêt auquel les cultivateurs pourront emprunter de l'argent en vertu de ce programme. J'exhorte le ministre à le faire, étant donné l'extrême urgence de la question.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je puis assurer au chef de l'opposition que nous le ferons à la première occasion. Ce qui importe, à nous en tant que gouvernement, et j'en suis sûr à la population du pays tout entier, surtout aux cultivateurs, c'est que la mesure donne des résultats, ce qui veut dire que le taux d'intérêt doit être fixé à un niveau juste et équitable pour les cultivateurs canadiens mais qui incite pourtant les banques à encourager l'utilisation de la mesure qui s'est révélée tellement utile pour les cultivateurs canadiens.

L'hon. M. Stanfield: Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le ministre a eu amplement le temps de discuter de ces questions avec les banques et d'autres institutions de prêts, pouvons-nous espérer que le gouvernement à vrai dire prendra quelque initiative et que la première occasion sera vraiment la toute première occasion.

L'hon. M. Benson: Assurément, monsieur l'Orateur.